

La Lettre de la CADE

Coordination pour l'Afrique de Demain

Mensuel d'information - Mars 2011 - n° 139



Débat du mois :

« Les entreprises de la relance agricole »



Éditorial

L'armée, acteur de régulation politique ?

On sait quelle est la sensibilité des chefs d'Etat à l'égard de l'armée et combien ils se montrent soucieux non seulement de la ménager en toutes circonstances mais également, en lui réservant un traitement de choix parmi les différents corps de l'Etat, de s'assurer de sa fidélité et de son soutien.

Le « printemps arabe » a mis en lumière son rôle déterminant dans le sort des insurrections populaires. En Tunisie et en Egypte, elle n'a pas soutenu les chefs d'Etat en place et, de la sorte, a favorisé leur renversement. En Libye, elle a fini par contre-attaquer ceux qui contestent le pouvoir de Mouammar Kadhafi.

L'actualité de ce mois nous offre, en Afrique subsaharienne, le cas original du comportement de l'armée nigérienne. Souvenons-nous qu'en Février 2010 celle-ci avait renversé le Président Tandja qui, au terme de ses deux mandats et alors qu'il ne pouvait plus se représenter, Constitution oblige, avait décidé de se maintenir au pouvoir trois ans de plus. La junte au pouvoir après ce coup d'Etat bien accueilli par la population s'est engagée à remettre le pouvoir aux civils, une fois le pays pacifié et la Constitution amendée. C'est ce qu'elle a fait en organisant d'abord des élections législatives, puis des élections présidentielles que le leader historique de l'opposition, Mahamadou Issoufou, a gagné dans la transparence.

L'armée nigérienne, en cette circonstance, n'a cédé ni à la tentation de garder le pouvoir, ni à celle de solliciter le suffrage universel en faveur d'un des putschistes. C'est d'autant plus remarquable que, dans l'histoire politique du Niger, l'armée a procédé, précédemment, trois fois à un coup d'Etat et qu'en dehors de celui conduit par le Commandant Wanké qui a assassiné le Président Baré et dont la faible durée

s'explique par les conditions mêmes dans lesquelles il a été réalisé, les militaires s'étaient installés à la tête de l'Etat en arguant des divisions et dérives des forces politiques en présence et de l'impuissance des dirigeants civils en place.

Si l'on s'interroge sur le dernier putsch et les raisons qui ont poussé l'armée, d'abord à intervenir, et ensuite à passer la main dans un délai rapide, on peut mettre en avant trois caractéristiques de l'armée nigérienne qu'on retrouve à des degrés divers dans les autres armées des pays sub-sahariens.

D'abord un esprit de corps d'autant plus fort que l'armée se sait le principal et plus influent corps de l'Etat et qu'elle est consciente à ce titre de sa responsabilité dans la bonne marche du pays.

Ensuite une détermination à préserver l'unité du pays dont elle se veut la garante contre les tendances à l'éclatement.

Enfin une certaine méfiance à l'égard des pouvoirs civils dont les dérives et les divisions entachent l'honneur du pays et minent ses chances de préserver la paix et le développement.

C'est ce dernier trait de sa conduite qui prête à controverse. A partir de quel seuil la Patrie est-elle en danger et les dérives du pouvoir en place mettent-ils en péril la paix? Quelle est la légitimité de l'armée pour intervenir? En fonction de quelle vision de la société? Quelle place donne-t-elle aux représentants de la société civile dans la conduite des affaires?

L'armée nigérienne, pour sa part, vient de jouer un rôle historique en mettant fin à un abus de pouvoir, avec un fort soutien populaire, et en passant la main à un Président démocratiquement élu. C'est, à notre avis, un exemple à méditer. ■

La CADE

Cycle II : « La libération de la capacité d'entreprendre en Afrique »

6. « Les entreprises de la relance agricole »

Jean-Loïc Baudet, président de la Cade, présente le thème du débat qui se situe dans le cadre du cycle sur les entreprises. Il s'agit de voir, si dans la relance agricole, on fait jouer l'esprit d'entreprise. Les intervenants sollicités pour ouvrir le débat sont : **Mariam Sow**, coordinatrice d'Enda Pronat (protection naturelle des cultures), **Yvonnick Huet**, directeur général d'Agrisud International, **Stéphane Philizot**, promoteur de Phileol Madagascar, et **Philippe Gautier**, directeur du MEDEF International. **Roland Portella**, consultant en développement d'entreprises et administrateur de la Cade qui a préparé cette rencontre, en assure l'animation.



Culture du mil, Niger © IRD, Mariac, Cédric

En introduction, **Roland Portella** souligne le caractère épineux du sujet qui est de savoir comment créer de la productivité aujourd'hui en Afrique. Il met en interactions plusieurs acteurs concernant le développement agricole et pose la question des entreprises, des coopératives mais aussi des infrastructures agricoles. C'est un enjeu géostratégique qui conduit les pays émergents à mener une politique agressive vis-à-vis des entreprises agricoles africaines. Pour qui, comment, avec quels appareils productifs avancer dans la révolution verte ?

L'expérience d'Enda

Mariam Sow appuie son intervention sur son expérience vécue au sein d'Enda Tiers Monde et du projet Enda Pronat (protection naturelle des cultures) qui a engagé un programme de sensibilisation sur les pesticides. Des expérimentations ont été faites avec les fédérations paysannes dans des secteurs les plus consommateurs en pesticides pour travailler sans ces derniers. Elle a recueilli l'adhésion des femmes et des jeunes mais a découvert à cette occasion tout un ensemble de préoccupations centrées sur l'agriculture : les problèmes d'accès au foncier, les problèmes de financement, de prix des produits, d'environnement. Elle s'est donc intéressée aux filières en encourageant la mise en place de petites caisses d'épargne-crédit, en montant avec les populations des petites unités de transformation tendant vers un entrepreneuriat rural, en abordant, avec les enseignants, l'éducation environnementale dans les écoles.

Confrontée à l'introduction des OGM, elle a entamé un plaidoyer avec ses partenaires de base.

A travers cette démarche, Enda a entrepris avec ses partenaires dans la sous-région de développer des expériences et de trouver, avec les populations, des solutions que les Etats puissent intégrer dans les politiques de développement.

On voit apparaître une nouvelle forme de colonisation qu'est l'accapement des terres. On utilise les terres et le soleil d'Afrique pour résoudre les problèmes d'autres pays. Ces investisseurs ne sont pas seulement des étrangers, mais parfois des nationaux (des marabouts) qui ne tiennent pas toujours compte des populations qui vivent de leur agriculture. Les Etats sont en train de réfléchir à des réformes foncières et à l'octroi de titres fonciers aux popula-



Mariam Sow © CADE

tions pour favoriser l'investissement. Mais par cette marchandisation des terres, la crainte est que les paysans deviennent les ouvriers des gros investisseurs sur leur propre territoire.

L'idée d'entrepreneuriat est fondamentale à condition

qu'elle s'adresse aux populations locales qui vivent dans leur territoire et qui exploitent leur propre terre. Il manque une volonté des Etats pour élaborer des politiques agricoles cohérentes qui respectent les populations et les générations futures, chacun partageant les mêmes valeurs et ayant les mêmes capacités de négociation, donc des politiques qui croient au monde rural et non des politiques qui soumettent celui-ci aux ambitions de leurs gouvernants. ■

R. Portella demande à Yvonnick Huet ce qu'il en pense en précisant que certains entrepreneurs estiment qu'ils ne dialoguent pas assez avec les agriculteurs et les coopératives de paysans.

Yvonnick Huet estime qu'il y a un vrai problème culturel entre ces entrepreneurs africains qui reviennent chez eux et le monde paysan qui lui rappelle *Jean de Florette* de Pagnol. Pour revenir au centre du débat, c'est-à-dire comment libérer le potentiel agricole africain, Agrisud s'intéresse à la très petite entreprise agricole, son activité depuis vingt ans étant de lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Il faut rappeler que l'alimentation et l'agriculture sont des enjeux majeurs de ce siècle. Les émeutes de la faim en 2008 et l'actualité géopolitique au Maghreb le rappellent.



Yvonnick Huet © CADE

Renforcer l'agriculture familiale

Il y a un triple défi à relever. La croissance démographique (9 milliards d'habitants sur terre en 2050), un problème de satisfaction alimentaire en quantité et en qualité pour cette population, la protection de l'environnement et des ressources naturelles et la raréfaction des énergies fossiles. Malgré la déclaration universelle des Droits de l'Homme et le premier objectif du millénaire pour le développement, un habitant sur sept souffre de sous-alimentation ou de faim chronique. Les causes sont multiples et de plusieurs natures : évolution des habitudes alimentaires, pression sur les terres, sur l'eau, dégradation des terres, faible soutien à la production, spéculation, libéralisation des échanges, gaspillage. (40 % de la production est gaspillée : 1/3 dans les champs, 1/3 dans la distribution, 1/3 dans les frigidaires). L'insécurité alimentaire, ce n'est pas qu'un problème d'offre de produits, c'est surtout un problème d'accès quand on sait qu'il y a près d'un milliard de personnes en situation de pauvreté ou de grande précarité.

Que faire ? Le choix d'Agrisud se porte sur le renforcement de l'agriculture familiale, l'agriculture vivrière, pour améliorer l'offre sur les marchés locaux, pour réduire la dépendance et l'incertitude sur les prix et pour créer des revenus et du pouvoir d'achat pour permettre à ces populations d'accéder à des marchés qui sont beaucoup moins sensibles au marché mondial, à la spéculation. Le slogan d'Agrisud est « entreprendre contre la pauvreté et pour la sécurité alimentaire ». Entreprendre, parce

qu'il s'agit d'une démarche économique : créer des petites exploitations, des petites entreprises agricoles familiales viables et durables orientées vers le marché local ; faire passer des personnes en situation de précarité à une situation d'autonomie économique et sociale. C'est la meilleure façon de les remettre dans le circuit, que ce soit au Brésil, au Cambodge, au Sénégal ou en France.

► Le rôle déterminant du marché

Agrisud raisonne systématiquement sur le triptyque : entrepreneurs, entreprise, marché. La première chose qui est regardée est de savoir s'il y a un marché et quelle en est sa structure, et comment des personnes en précarité peuvent valoriser leur production sur ce marché. S'il n'y a pas de valorisation possible, il faut chercher autre chose. S'il y a possibilité de valorisation, il faut s'appuyer sur ces marchés mais les « petits » n'y ont pas accès si facilement que cela. Il faut créer des tailles d'offre, essayer de surpasser les filières déjà bien implantées. Il faut donc un processus d'accompagnement. La petite entreprise agricole doit être un modèle fiable et durable et l'entrepreneur doit être formé en conséquence. Tout l'enjeu est de mettre l'entrepreneur en situation de réussite grâce à un parcours de professionnalisation adapté. Y. Huet insiste sur cet aspect : on ne peut pas se contenter d'un simple conseil technique ou d'apporter une formation ou une information économique. Il faut abso-

lument, pour faire un travail de fond, prendre en compte l'ensemble du système : appui à l'installation, formation, suivi, accompagnement, accès au crédit, au marché, à la formation économique, organisation de la structure professionnelle. Faute de quoi, les choses ne seront faites qu'à moitié, mais le marché est l'élément déterminant de ce système.

Une des bases de l'action d'Agrisud est l'agro-écologie qui permet de limiter autant que faire se peut les produits chimiques (dangereux, chers, créant une dépendance avec l'extérieur). Tout ce qui permet de libérer les petits agriculteurs de cette dépendance est bienvenu, comme l'usage de la matière organique et la valorisation du potentiel local plutôt que d'importer des semences qu'il est nécessaire de renouveler. Ces bonnes pratiques font l'objet de fiches mises à la disposition des ONG locales et des groupements de producteurs et accompagnent un processus de formation et d'apprentissage pour une meilleure appropriation de ces pratiques.

Agrisud intervient dans une quinzaine de pays. Par exemple dans le nord Kivu, a été mis en place un programme de lutte contre la pauvreté dans des zones rurales très affectées par les conflits successifs. Il s'agit ici de remettre les agriculteurs dans l'économie, car ils ont tout perdu, en allant au-delà des interventions provisoires des humanitaires, en aidant les populations à relancer leur activité et à retourner vers les marchés ; en sachant que bien souvent, ces mar-

chés sont occupés par des plus gros qu'eux et qu'il est bien difficile d'y revenir. Il est donc nécessaire de créer des tailles d'offre, de structurer, d'organiser et de mettre en place des observatoires économiques. C'est-à-dire, après avoir observé le marché, les acteurs des filières, la répartition des valeurs ajoutées, repéré les critères qui paraissent déterminants, faire de l'information économique sur l'ensemble de la filière, en particulier

sur les prix de gros et de détail, sur l'origine des produits, pour permettre aux plus petits d'avoir une capacité de négociation qu'ils n'ont pas en temps normal.

Depuis qu'il existe, Agrisud a soutenu 28.800 très petites entreprises agricoles qui ont récolté 175.000 tonnes de produits en 2010, généré 38 millions d'Euros de revenus, et séquestré 2.600 tonnes de carbone. Ce

sont 260.000 personnes sorties de la pauvreté par l'économique. L'objectif est bien de diversifier l'activité de base et de rentrer dans une logique économique reproductible de petite entreprise, avec une vision du marché et un processus de professionnalisation. C'est à ce prix qu'on peut résoudre les problèmes de précarité et de pauvreté, conclut Y. Huet. ■

R. Portella propose, avec l'intervention suivante, de changer de taille d'entreprise tout en restant dans cette problématique politique et économique de sortir de la pauvreté par la création de richesses.

Un partenariat avec les paysans

Stéphane Philizot est un promoteur de société : *Phileol Madagascar*, société agro-industrielle qui produit de l'huile végétale à petite échelle mais qui répond à une grosse demande. Ingénieur chimiste, après un parcours dans l'industrie en Europe pendant une quinzaine d'années, il s'est posé des questions sur son développement personnel et sur son impact sur l'environnement et le social. Après une étude de faisabilité, son intérêt s'est porté sur les huiles végétales en choisissant de développer son activité dans un pays en développement où elle aura un réel impact. Madagascar offrait des possibilités dans le domaine de la production des huiles non alimentaires comme l'huile de ricin, intéressante pour le marché européen. Il s'est rendu compte de l'opportunité qu'il y avait à diversifier et à dynamiser la production agricole locale grâce à des marchés qui sont demandeurs. S. Philizot a fait le choix de s'installer dans

le sud de Madagascar, dans une des régions les plus pauvres avec l'idée d'y créer de la richesse.

L'activité principale a d'abord été la mise en confiance des paysans vis-à-vis de l'activité qui leur était proposée : montrer les possibilités de commercialisation sans limitation de volume sur un marché très ouvert concernant cette production, qu'on est prêt à apporter une aide technique, à fournir des semences, à encadrer. Malheureusement, ce n'est pas si facile que cela. Il y a beaucoup de projets de ce type, de mise en place d'activités par l'intermédiaire d'ONG, sans véritable vision de développement, qui une fois les financements obtenus, ne parviennent pas à accéder aux marchés. Après trois ans d'investissement dans cette mise en confiance, S. Philizot est arrivé à mettre en place, avec les paysans, une production de ricin. Actuellement, il travaille avec 7.000 paysans



Stéphane Philizot © CADE

sur une surface de 3.400 ha, chaque paysan disposant de petites parcelles.

La démarche de S. Philizot a été de s'imposer par la base, en faisant un gros travail avec les paysans, et non de passer par le gouvernement et les instances administratives. Cela ne l'a pas empêché d'être confronté à des problèmes de corruption et de pressions de la part du chef de région, mais il a, dans tous les cas, obtenu le soutien des paysans parce qu'il a inscrit son activité dans un partenariat avec ces derniers, avec une réelle volonté de faire du développement économique et social. ■

R. Portella retient de ces exposés qu'il faut vraiment consolider le marché agricole africain et monter en gamme en matière de création de richesses aussi bien au niveau des paysans qu'à celui des entrepreneurs africains ? Qu'est-ce que le Medef peut apporter à cette montée en gamme ?

Consolider le marché

Philippe Gautier expose les thèmes de réflexion que le Medef a dans ce domaine. Deux approches sont possibles. La première, qui est aujourd'hui développée au niveau du G20, est de

réfléchir aux instruments qu'on pourrait mettre en place pour apporter une réponse aux fluctuations de marché très importantes et pénalisantes pour les producteurs de pays en développement et ce n'est pas un sujet facile. D'autant que la plupart des organisations représentatives du « business »

des pays du G20, y compris celles de pays du Sud comme la Chine, a tendance à penser que le marché, c'est plutôt bien, et qu'on n'a pas de raison d'intervenir, ce qui n'est pas le cas du petit groupe de travail auquel le Medef participe. On est très en amont du *process* de discussions avec les

collègues du G20 le quel était, jusqu'à la présidence française, dirigé par un grand cabinet dont la prégnance a été, depuis, réduite. Le groupe réfléchit à quelques sujets mais ce n'est pas évident de proposer des instruments dans ce contexte sans pour autant perturber les marchés.

La deuxième approche est : comment élever les niveaux de production ? Pas mal de questions ont été posées à ce sujet sachant que le Medef représente tout le secteur de l'industrie et des services de l'agro business, mais pas le monde agricole qui a ses propres organisations. On est face à des situations paradoxales. Le fait que bien que le continent africain dispose, d'après certaines estimations par ailleurs contestées, de 70 % des terres arables non exploitées, il subit des crises alimentaires, comme en 2008. Le deuxième paradoxe est que l'Afrique est le continent d'avenir sur le plan démographique. Un groupe de travail a été créé qui réunit un certain nombre de grandes sociétés du secteur agroindustriel et qui ne sont pas

encore très présentes sur le terrain africain. Comment amener l'Afrique à alimenter sa population de façon correcte, voire à exporter. L'objectif est de réunir des investisseurs potentiels susceptibles d'intervenir en amont et en aval de la production agricole dans une approche filière : monter une *Task Force* qui puisse répondre à ce que tous les pays africains demandent, transmission de savoir-faire dans le domaine agroalimentaire, attirer les investisseurs, aider à transformer le potentiel local, toutes questions qui n'ont pas toujours, aujourd'hui, de réponses.

Le groupe a réfléchi à quelques actions. L'idée est d'agir sur la produc-

tion, sur le marché, en essayant d'apporter des réponses aux pays. Cependant, il a été constaté un manque d'appétit, chez les grandes coopératives françaises visitées, pour aller investir, coopérer, faire du transfert de technologie vers l'Afrique, malgré les moyens dont elles disposent. Celles d'entre elles qui ont une vision internationale vont plutôt vers le Brésil ou l'Asie, faute de connaissance du terrain africain. Pour la première fois, la Banque Mondiale a mis dans ses priorités l'agroalimentaire alors qu'il était auparavant marginal et P. Gautier termine par une note d'optimisme en disant qu'on pourrait faire des choses intelligentes si on lui présente des bons projets. ■



Philippe Gautier © CADE

Le DEBAT

► Importance des infrastructures.

La société civile, les organisations paysannes, engagé avec les Etats un combat pour développer les infrastructures afin de faciliter l'accessibilité des marchés et la commercialisation, surtout compte tenu de l'éloignement des sites de production. Pour un intervenant, il est inconcevable d'espérer augmenter la production sans ces infrastructures et sans progrès significatifs dans la production d'énergie. Cette question est déterminante et c'est là qu'on attend l'Etat, dont c'est la responsabilité, et la Banque Mondiale.

► Valoriser le savoir-faire paysan.

Mariam Sow souligne le savoir-faire des paysans mis en œuvre dans la gestion des ressources. Ces savoirs culturels leur permettent de gérer les espaces dont ils disposent, que ce soit ceux dédiés aux cultures, aux par-

cours de bétail ou aux zones d'habitation. Il est cependant nécessaire d'améliorer ce savoir-faire pour le rendre durable. Faire évoluer le monde paysan vers l'entrepreneuriat doit cependant se faire de façon équitable, en veillant en particulier aux modes d'attribution des terres. Y. Huet rappelle ce qu'est un entrepreneur : c'est quelqu'un qui investit du capital, souvent humain, financier, dans une activité à risque et qui va essayer de valoriser le fruit de son activité sur un marché. C'est la définition d'un agriculteur : quelqu'un qui ne cesse de prendre des risques. Il y a en Afrique des centaines de millions d'agriculteurs, donc d'entrepreneurs potentiels à qui il faut donner les moyens de s'épanouir dans leur activité. Le problème est qu'il y a autour d'eux de nombreuses difficultés.



Un public attentif aux réponses des intervenants à leurs questions. © CADE

Le problème foncier. Parmi ces difficultés, il y a les problèmes foncier et d'accaparement des terres. Des réflexions ont eu lieu pour faire des paysans les propriétaires de leur propre terre. C'est, pour M. Sow, une arme à double tranchant car c'est la porte ouverte à l'accaparement des terres. Auparavant, les chefs de village géraient intelligemment la distribution des terres en fonction de leur fertilité. Des initiatives sont prises dans certains pays où les chefs de village prennent le pas sur les autorités administratives pour distribuer les

terres en faisant en sorte que ces attributions soient stabilisées y compris devant notaire, indique Y. Huet. Des pressions existent, néanmoins, de la part de ministres ou de députés pour que les communautés rurales leur affectent suffisamment de terres, comme au Sénégal, souligne M. Sow.

► Disponibilité des terres

Des chiffres invérifiés sont propagés par la FAO sur les espaces de terre arable disponibles en Afrique, intervient un auditeur. Nul ne sait comment ces chiffres (on parle de 70 %, voire 90 %) ont été obtenus. Où trouve-t-on ces terres ? A qui appartiennent-elles ? Quel est leur régime foncier ? L'intervenant doute de la réalité de l'immensité des terres disponibles. M. Sow répond qu'on parle effectivement à tort et à travers de cette disponibilité sans vérifier sa réalité. L'augmentation de la population induit l'accroissement des surfaces dédiées à la culture, à la pâture, à l'habitat. La culture basée sur l'itinérance avec des jachères longues (jusqu'à dix ans), font que les systèmes agricoles s'installent sur des surfaces très importantes. Cela remet en question les chiffres énoncés sur cette soi-disant disponibilité.

► Repenser les modes de production

Créer l'esprit d'entreprise chez les agriculteurs, c'est aussi adapter leurs pratiques pour une agriculture pérenne. Le dérèglement climatique fait que des zones relativement humides deviennent arides. Il faut donc repenser les modes de production en réintroduisant la matière organique, en associant culture et élevage pour disposer du fumier qui réduit la dépendance vis-à-vis des engrais importés, ainsi que les plantes de couverture qui freinent l'assèchement des sols. Tout un ensemble de pratiques culturelles, cultures associées, diversification, bonne fertilisation nécessitent un travail d'accompagnement. S. Philizot souligne la difficulté qu'ont les paysans de Madagascar à lutter contre les envahissements en zones

déboisées, faute de moyens, ce qui les amènent à se restreindre aux terres arables. Leur capacité à cultiver est par ailleurs liée aux ressources familiales en terme de main d'œuvre ; c'est un gros problème, car cela ne leur permet pas toujours de satisfaire la demande des marchés.

► Contre les effets dévastateurs des marchés spéculatifs

A l'origine, précise P. Gautier, les produits de couverture ont été créés surtout pour se protéger des variations de coûts et le principal risque



dans ces marchés de gré à gré est qu'ils ne sont pas couverts par des risques de contrepartie, c'est-à-dire par la capacité qu'a un partenaire à livrer ou à ne pas livrer sa marchandise. Les marchés sont faits par de grands opérateurs (Etats-Unis, Inde, Chine, Brésil, de moins en moins l'Europe) pas toujours transparents. Comment cadrer ces grands opérateurs ? Il faut une gouvernance mondiale, d'où l'idée que l'Afrique soit de mieux en mieux représentée au G20 dont seule l'Afrique du Sud est membre, l'Ethiopie étant invitée sous la présidence française. Réguler quelques grands opérateurs, apporter de la transparence, s'assurer d'un certain nombre de risques de contrepartie, connaître d'avance la situation des récoltes pour mieux préparer le marché, améliorerait cette gouvernance mondiale. Un Etat peut être en mesure de faire des prévisions concernant les récoltes et là, pourrait être mis en place des instruments de couverture où on s'assure des risques de contrepartie, donc des capacités de la contrepartie à gérer. R. Portella si-

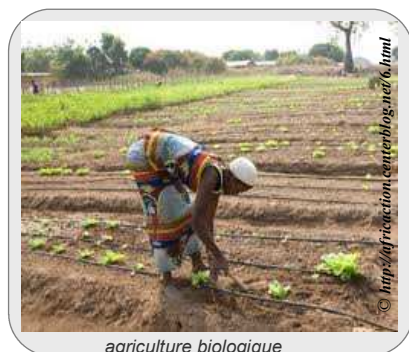
gnale que de plus en plus, les sociétés de télécommunication informent les paysans sur la mise en place d'outils spécifiques pour les coopératives, afin de les informer sur l'évolution des marchés.

► Protéger l'agriculture africaine

Une intervenant souligne que la première erreur faite au moment de la colonisation a été de faire de l'Afrique une terre de culture de rente (café, cacao,...), en oubliant les cultures vivrières. Il ne faut pas oublier également que le marché est mondial est libre et qu'on peut vouloir développer l'agriculture africaine avec les meilleurs sentiments, on n'empêchera pas l'importation de produits moins chers que ceux produits sur place. C'est ainsi qu'on a pu voir la disparition de la filière avicole. Il n'y a pas d'autre moyen, pour favoriser les productions locales, que de mettre des protections. Un paysan africain, aujourd'hui, est capable de produire moins cher que l'agriculture subventionnée du Nord. Dans ces conditions, demande un autre intervenant, comment rendre rentables les entreprises agricoles africaines et quels circuits économiques sont mis en place dans les marchés et qui fonctionnent ? Un autre pense que si l'Inde, la Chine, le Brésil trouvent que le libre échange, c'est bien, ce n'est certainement pas le cas de l'Afrique.

Ce qui pose problème, aujourd'hui, c'est la faiblesse des agricultures africaines, répond Y. Huet. Les marchés sont envahis de blé qui concurrence manioc et sorgho, et dès qu'il y a une flambée des prix, c'est une catastrophe. Il faut redynamiser l'agriculture locale et pas seulement les cultures traditionnelles, mais aussi les légumes, les fruits, l'agriculture de proximité. On travaille beaucoup en agriculture périurbaine, c'est sur quoi il faut insister. L'économie se construit derrière cela en fonction du pouvoir d'achat mais aussi des pratiques qu'on met en œuvre pour ces cultures. Mais souvent, le bon sens se perd, la spéculation s'installe sur les

filères locales par ceux qui détiennent le pouvoir, l'information, qui captent la valeur ajoutée sur ces filières. Donnons aux paysans qui pratiquent ces cultures maraîchères les moyens de le faire de façon professionnelle : accès aux intrants et aux semences qui correspondent aux produits demandés par le marché, proposons leur des pratiques agro écologiques moins onéreuses, aidons-les à aller directement vers les marchés de proximité en court-circuitant les intermédiaires. Voilà une économie qui se met en place, des gens qui gagnent leur vie et qui sortent de la précarité. Il en est de même pour les campagnes. Aidons les petits à revenir sur les marchés en faisant remonter un maximum de valeur ajoutée vers eux, et en mettant en place des systèmes d'information.



► L'organisation Mondiale du Commerce (OMC).

R. Portella regrette qu'en matière de protection des marchés, les Etats soient défaillants ou aient des intérêts mercantiles. Ph. Gautier précise que l'OMC prévoit des protections. La plupart des pays d'Afrique défendent des accords multilatéraux, sinon ce serait la loi du plus fort qui profiterait à quelques commerçants et

producteurs bien informés. Les Etats pauvres ont des outils pour se protéger. Les Etats-Unis et l'Union Européenne se sont protégés très longtemps pour développer certaines industries et garder leur autonomie dans le domaine agro-alimentaire.

Les pays les moins avancés (PMA) disposent de protections dont ils n'usent pas. On les voit très peu dans les négociations multilatérales sur le commerce. Il y a vraiment là une responsabilité des Etats qui sont sans doute insuffisamment aidés. Comment protéger l'Etat sénégalais contre les importations d'arachide ? Soit on fait de l'ingérence en leur demandant de fermer ses frontières et en taxant au maximum les produits importés, ce que l'OMC n'interdit pas ; soit on attaque certains pays pour subventions excessives. Il illustre les problèmes de dépendance avec l'exemple du coton. Il y a, en France, des acheteurs textiles qui demandent du coton bio. Des initiatives ont été prises dans le Sahel qui a la réputation de produire le meilleur coton. Les producteurs ont introduit les OGM au moment où le coton était à un prix très faible, se mettant ainsi en situation de dépendance, et ce n'est pas simple de revenir en arrière.

► Les problèmes de financement.

Financement et équipement de l'agriculture sont liés. Il ne faut pas imaginer automatiquement que les cultures coûtent nécessairement cher et qu'elles demandent des plans d'investissement pour l'acquisition de matériel lourd, souligne Y. Huet. Il y a des pratiques qui s'appellent « zéro labour » qui permettent avec des plantes de couverture de ne pas labourer et de semer directement. Il n'en est pas moins vrai que le financement de l'agriculture est un vrai problème. Agrisud travaille sur des logiques de projet. Travaillant en général avec des personnes en précarité qui ne sont pas solvables, il mobilise des fonds au niveau européen, ou de l'AFD. Dans un premier temps, on donne un coup de pouce pour permettre à un cultivateur de s'installer par exemple à la périphérie d'une grande ville. Après six mois à un an, son exploitation devient rentable et il peut étendre son activité en allant vers les systèmes de micro finance. Mais les taux sont très élevés et les produits proposés ne sont pas adaptés à l'agriculture. Le problème du financement n'est donc pas réglé, et c'est là qu'il faut peut-être compter sur des organisations comme le FIDA. Mais après, pour entrer dans des schémas de financement plus importants, Y Huet se montre pessimiste d'autant que, comme le rappelle R. Portella, il est difficile de trouver des investissements bancaires sur des projets agricoles. ■

Philippe Mathieu

APPEL A BENEVOLE pour prendre en charge les relations de la CADE avec le milieu enseignant du secondaire

La CADE cherche à donner une représentation lucide du continent subsaharien pour combattre l'afropessimisme et participer ainsi à la lutte contre les discriminations qu'affrontent les Français de culture africaine.

En vue d'approfondir ses relations avec les collègues et lycées franciliens en situation interculturelle, transmettre sous une forme à définir le savoir accumulé par la CADE aux enseignants du secondaire et élaborer (avec eux et la CADE) ou adapter les outils nécessaires, la CADE recherche un bénévole résidant en Ile-de-France, en activité ou

retraité, connaissant le milieu enseignant et l'Afrique subsaharienne pour se charger de cette tâche. Ce travail se fera en interaction avec les enseignants d'établissements en situation interculturelle, leurs responsables pédagogiques et le bureau de La CADE.

*Les personnes intéressées peuvent se renseigner au bureau de la CADE, 5 rue des Immeubles industriels, 75011 Paris,
Téléphone : 01 43 48 14 67, courriel : cade@afrique-demain.org*



Afrique : la nouvelle frontière des télécommunications

L'Afrique compte aujourd'hui plus de 400 millions d'abonnements à la téléphonie mobile, mais 77 millions de personnes seulement auraient eu accès à internet en 2010, selon l'Union internationale des télécommunications. L'arrivée des appareils de la 3^{ème} génération (3G), les smartphones, modifie la situation et a entraîné une ruée des grands investisseurs sur le marché africain.

► Les contraintes à lever

Avec un taux de pénétration d'Internet de 10 % en Afrique, les progrès s'avèrent difficiles, à cause de l'insuffisance et de la cherté des équipements et des communications. L'installation de nouveaux câbles sous-marins (fibres optiques) va résoudre une partie des difficultés d'accès par voie satellitaire, mais la faiblesse des revenus limite l'accès au haut débit. Si les classes moyennes et supérieures urbaines sont équipées, le marché de la « brousse », le moins rentable, reste à conquérir. Les paysans manquent de l'argent et souvent de l'instruction qui leur permettraient d'utiliser Internet. De plus, les infrastructures sont défaillantes dans les zones rurales, malgré l'installation de plus en plus fréquente de stations fonctionnant à l'énergie solaire.

► Le mobile comme « outil ultime du développement » (Muhammad Yunus, prix Nobel de la paix)

Les appareils de troisième génération ouvrent un nouvel espace de progrès. Les smartphones dont le prix devrait descendre à quelques dizaines d'euros, assureront la connexion à l'Internet sans fil, c'est-à-dire à un marché africain de centaines de millions d'utilisateurs potentiels.

Parmi les innovations techniques et sociales générées par le G3, le paiement mobile révolutionne l'économie. L'opérateur kényan Safaricom a

inventé le système M-Pesa (Mobile argent), qui s'est révélé très rentable et touche aujourd'hui 10 millions de clients. Cet exemple a fait école et la société sénégalaise Sonatel vient de lancer « Orange Money » pour effectuer par mobile des dépôts, transferts et retraits d'argent, le paiement de factures et l'achat de crédits téléphoniques. Ce raccourci technique pallie l'absence d'infrastructures, comme en Somalie où les banquiers virtuels (« hawilad »), assurent le règlement des transactions commerciales dans un pays privé de tout service bancaire.

► La ruée vers l'or du virtuel africain

Une vague de fusions-acquisitions déferle sur le secteur des télécoms africaines, la dernière étant le rachat par le groupe indien Bharti Airtel de Zain Africa, filiale du Koweïtien MTC pour 10,7 milliards de dollars. Cette opération lui a offert plus de 40 millions de clients pour son entrée en Afrique. L'engouement pour ce nouvel eldorado se fonde sur l'étendue des profits réalisés et sur la belle marge de progression attendue de l'extension des usages du téléphone mobile.

Dans son dernier classement des 500 premières entreprises africaines, « Jeune Afrique » note le niveau élevé des bénéfices des entreprises de télécommunication, dont le résultat net peut dépasser 30 % du chiffre d'affaires. Quant à Orange, sa filiale sénégalaise Sonatel vient de réaliser une incroyable marge d'Ebitda¹ de 56 %.

Le fructueux marché d'Afrique noire se présente de la façon suivante² :

- Quatre leaders: le géant sud-africain MTN, avec 57 millions de clients, le britannique Vodafone (49 millions), l'indien Bharti Airtel (42 millions), et le français Orange (25 millions) ;

- le suédois Millicom (12, 5 millions) et l'émirati Etisalat (11 millions) ;
- quelque 120 petits opérateurs nationaux, qui comptent de 50.000 à 200.000 clients chacun.

Ce marché mondialisé s'attaque maintenant à la clientèle la moins riche et celle qui réside dans les zones sous-équipées. Avec la baisse probable des profits faramineux de la première époque, il faudra offrir de nouveaux services, comme le paiement par téléphone, et s'orienter vers plus de contenu dans les mobiles. Comme le note Jeune Afrique, « Un des gros atouts des opérateurs locaux sera de proposer des contenus culturellement plus près des goûts et des attentes des nouveaux clients », comme la capacité à proposer de la musique africaine, alors que les grands diffusent des tubes anglo-saxons.

Les Africains ont fait de gros sacrifices pour profiter des communications modernes, puisque, selon l'ONU, jusqu'à 41 % du salaire moyen serait consacré à Internet et à la téléphonie, contre 2 % seulement chez les Européens. Dans le domaine économique, des dizaines de milliers d'emplois qualifiés ont été offerts ainsi que de grosses rentrées fiscales. L'Afrique possède les spécialistes capables de proposer des services adaptés à des besoins spécifiques auxquels les étrangers ne sauront pas répondre. Si la nouvelle vague des innovations présente bien quelques risques, dont celui de la monopolisation du secteur par les grandes compagnies, l'avenir se présente bien sous un jour favorable. ■

Jean Roch

1 EBITDA représente les revenus avant intérêt, impôts, dépréciation et amortissement.

2 Sources : Jeune Afrique, hors série n° 26 et Challenges n° 216, 10 juin 2010.



Lu pour vous !

A la recherche du développement : un fonctionnaire au service d'une passion

Une recherche scientifique finalisée pour le développement de l'Afrique subsaharienne notamment, existe-t-elle encore en France cinq décennies après les indépendances africaines ? On s'est beaucoup posé cette question dans les sphères politiques françaises pour toujours y répondre par l'affirmative. En 2011, il existe donc encore des organismes comme l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD ou ex-ORSTOM) ou le Centre international de recherche agronomique pour le Développement (CIRAD).

Une recherche spécifique et / ou une manière de pratiquer la recherche pour contribuer à la croissance des pays démunis est restée aux yeux des dirigeants français, tous régimes confondus, une nécessité pour soutenir les partenaires décolonisés et en faire des égaux dans le domaine de la connaissance et de l'innovation. La mondialisation des enjeux comme celui des objets scientifiques ont fait dériver cependant ces organismes vers l'étude des biens publics mondiaux qui concernent plus le Nord (les océans par exemple) que le Sud. Les interrogations légitimes sur la notion de développement ont aussi démobilisé certaines disciplines et conduit à une régression dans l'approche interdisciplinaire, pourtant toujours réaffirmée comme indispensable.

Problématiques nouvelles et baisse des crédits se sont traduites enfin par une division par deux du taux d'expatriation des chercheurs vers les pays indépendants en l'espace de 20 ans. La récente évaluation de l'IRD (mai 2010) par l'AERES vient nous rappeler tous ces points. L'ouvrage de Gérard Winter, ancien directeur général de l'ORSTOM vient donc à propos pour nous permettre de réfléchir à ces questions qui émergent quand on s'interroge sur la géopolitique scientifique d'un pays comme la France. Ce livre est bien plus qu'une biographie ou qu'une « esquisse d'auto-analyse » (P. Bourdieu), ce qu'il fait avec rigueur et un luxe de précisions. A partir d'un parcours professionnel dont on ne peut qu'admirer la ligne malgré les chemins de traverse dans les organigrammes compliqués de l'administration française en période de *spoils system* (alternance politique), Gérard Winter construit un plaidoyer pour la recherche en faveur du développement des pays du Sud les plus pauvres.

Il a pu le faire parce qu'il a mis la main dans le cambouis institutionnel français en restant modeste, fidèle et précis tout en jouant collectif : à la direction de l'ORSTOM ou de l'ancienne école coloniale (rebaptisée IIAP) ou comme chef de service à l'INSEE. Il l'a surtout réalisé en mettant en place des outils intellectuels, informels et

interactifs avec lesquels il a pu faire travailler ensemble des praticiens et des chercheurs, des statisticiens et des anthropologues sans préoccupations de carrière ou de hiérarchies disciplinaires ou mandarinales : groupe AMIRA, « Inter-réseaux » et réseau « Impact ». Sortant de l'X, il a réussi ce parcours passionnant parce qu'il a été tenace en situation décourageante (équipe centrale, IIAP) et volontaire dans un bateau affrontant la tempête (l'ORSTOM légué par les équipes Ruellan et Doumenge en 1989). Dans les virages qu'il a donnés à son parcours, il a aussi eu la chance de trouver et de se choisir de bonnes boussoles (le R.P. Lebreton, Olive, Pierre Castella, etc.).

Deux éléments toutefois ont été déterminants à mon avis dans ses choix comme dans sa force d'entraînement de praticiens et chercheurs difficiles à mobiliser : la connaissance minutieuse du terrain africain, de ces sociétés comme du fonctionnement de l'économie et de l'Etat qu'il a acquise au Cameroun dans ses enquêtes sur le niveau de vie dans l'Adamaoua et dans la planification du développement à la Direction du Plan de ce pays. Dans ces deux expériences fonda-

trices de sa carrière d'économiste-statisticien, il a acquis la « vista », une large vision qui lui a permis de comprendre que sans la convergence des regards des sciences humaines, il n'y a pas de construction possible de la croissance économique et du développement et qui lui a donné une expérience exemplaire de l'identification des questions sensibles à déconstruire collectivement et en tenant compte de leur complexité. Sans le prestige et la légitimité que donne une médaille d'or du CNRS, il fut ainsi amené à être un animateur hors pair dans un milieu morcelé en chapelles rivales, souvent démobilisé par réformes et contre-réformes, à l'écoute des autres dont il savait rendre intelligibles les réflexions pour aller plus loin.

Le pilotage de l'ORSTOM avec sa triple mission de recherche, d'aide au développement et de partenariat fut certainement la grande affaire de sa vie. Il s'y était préparé dans la tentative avortée de direction interne des sciences sociales (« Equipe centrale »). Son passage fut l'occasion d'afficher des priorités scientifiques solides et une volonté d'aller vers un véritable partenariat. Ainsi, il a poursuivi la montée en puissance de l'ORSTOM qui avait acquis le même statut que le CNRS en 1983, reconnaissance qui reste à confirmer à la suite de la délocalisation à Marseille et de la politique d'insertion des équipes dans le giron des universités françaises. Il a ainsi accompagné le passage des inventaires (type atlas en géogra-

(Suite page 12)



Mariam Raliou © .M.R

L'étonnant parcours d'une chercheuse nigérienne

Les 14 et 15 avril prochains, l'Association pour la Promotion scientifique de l'Afrique, avec le soutien de l'UNESCO, organise à Paris une conférence sur le thème de la science en Afrique. Vaste sujet auquel semble s'intéresser de plus en plus de monde, à commencer par l'Union Africaine qui en a fait le thème de son sommet, il y a un peu plus d'un an. Mais dans la réalité, qu'en est-il vraiment, sachant que les 54 pays qui constituent ce continent disposent de ressources humaines et de moyens techniques et financiers extrêmement différents ? Plus généralement, combien sont-ils parmi

ses 54 gouvernements à avoir mis la science, mais aussi la technologie, au rang de leurs priorités ? Une volonté qui impliquerait alors de gros efforts en amont en matière d'éducation et de santé. Seule certitude, le potentiel humain existe. **Mariam Raliou**, une chercheuse nigérienne qui travaille en France, au sein de l'INRA, en est un remarquable exemple. Mais faute des moyens nécessaires dans son pays, qu'elle souhaite pourtant servir, elle n'a pu y retourner jusqu'à présent pour y exercer sa passion.

Tchin-Tabaraden, une ville située au bout d'une piste, au nord du Niger. Un nom qui signifie « la vallée des jeunes filles » en tamachek, la langue des Touaregs. C'est dans ce lieu chargé d'histoire, où a commencé la première rébellion touarègue au milieu des années 1980, qu'est née Mariam Raliou. Issue d'une famille d'éleveurs, même si son père est alors garde républicain, la petite fille y fait son école primaire avant d'entrer au collège de Tahoua, une ville voisine, avec l'espoir de devenir un jour vétérinaire. « Si la femme tient un rôle important dans la société touareg, il n'empêche que dès la classe de 3^{ème} l'immense majorité des jeunes filles quitte l'école pour se marier », précise-t-elle. A tel point que lorsqu'elle arrive en terminale, l'année du baccalauréat, elles ne sont que deux filles sur 38 élèves, Mariam étant la seule Targuie.

Diplôme en poche et étant parmi les meilleurs élèves, elle obtient une bourse de l'Etat nigérien pour aller poursuivre ses études à l'Université de Cocody d'Abidjan. « Au départ, je voulais faire pharmacie, mais il n'y a pas de faculté de pharmacie à Niamey. En revanche, il y en a une à Abidjan. Mais arrivée trop tard sur place, j'ai donc opté pour la Faculté des sciences », indique-t-elle, rappelant qu'initialement, elle voulait être vétérinaire ou médecin. Après une licence et une maîtrise de biochimie, elle fait un DEA de Biotechnologie et amélioration des plantes au sein du Laboratoire de Bactériologie et Virologie de l'Institut Pasteur de Cocody à Abidjan, sous la direction du professeur Mireille Dosso, où elle réalise un travail sur la qualité microbienne des produits alimentaires vendus sur les marchés. « Je voulais alors revenir au Niger pour essayer d'assurer la sécurité alimentaire en faisant de l'amélioration des céréales notamment », précise-t-elle.

► Une solide formation à la recherche

De retour au Niger, cette toute jeune maman d'une petite fille décide de taper à toutes les portes des ambassades

pour obtenir une bourse de doctorat. Durant son DEA, elle a en effet découvert ce qu'est véritablement le métier de chercheur, et visiblement, elle a contracté le virus de la recherche. En attendant, elle travaille comme interprète et traductrice dans le cadre d'un documentaire intitulé « Maîtres et Esclaves », réalisé par Bernard Debord, qui reçoit de nombreux prix. Le dépôt de son dossier à l'Université Paris-Diderot l'amène à rencontrer Annick Faurion, chercheuse au CNRS, qui lui propose de faire de la biologie moléculaire au sein de son équipe dans le Laboratoire de Neurobiologie Sensorielle. « Des équipes américaines venaient juste de découvrir des récepteurs couplés aux protéines qui seraient impliqués dans la détection gustative. A cette époque, seules les expériences sur les animaux permettaient de les considérer comme des récepteurs gustatifs sensibles au glutamate. Chez l'homme, cela restait à explorer. Annick Faurion m'a proposé de travailler sur la caractérisation des récepteurs gustatifs au glutamate de sodium, utilisé en tant qu'exhausteur de goût », explique Mariam Raliou. Le sujet est alors d'autant plus intéressant que Annick Faurion venait de découvrir que 2 % de la population française ne perçoivent pas le goût umami du glutamate considéré aujourd'hui comme la 5^{ème} saveur. Elle désire développer une approche de biologie moléculaire pour vérifier la cause de cette agueusie spécifique au glutamate.

Pour Mariam Raliou c'est l'occasion de découvrir ce qu'est véritablement le travail du chercheur. Elle le fait notamment dans le cadre d'un projet de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) au côté d'un scientifique comme Jean-Pierre Montmayeur, du Centre des Sciences du Goût et de l'Alimentation (CSGA) de Dijon, qui vient alors de terminer un post-doctorat aux Etats-Unis dans le laboratoire de Linda Buck, prix Nobel de physiologie et de médecine pour sa découverte des récepteurs olfactifs. « C'était un domaine totalement nouveau pour moi mais j'apprenais avec plaisir », se rappelle-t-elle avec enthousiasme.

siasme. Travaillant sur des papilles fongiformes humaines, elle démontre notamment que les personnes qui ne perçoivent pas le goût du glutamate présentent certaines modifications génétiques au niveau du récepteur, d'où son altération. Une « première mondiale » qui est confirmée par deux équipes, l'une américaine, l'autre japonaise, et qui permet à la chercheuse nigérienne d'obtenir son doctorat de biologie avec une « Mention très honorable ».

Ces mutations génétiques dans ces récepteurs qui expliquent une partie seulement des différences inter-individuelles de sensibilité au glutamate, Mariam Raliou les a observé *in vivo*. Reste à vérifier ces résultats *in vivo*, un travail qu'elle réalise à l'occasion d'un premier post-doctorat qu'elle effectue dans l'Unité NOPA (Neurobiologie de l'Olfaction et de la Prise Alimentaire) avec le docteur Loïc Briand. Elle enchaîne un second post-doctorat, avec le docteur Sabine Riffault, au sein de l'équipe Vaccins et Immunité Antivirale des Mammifères de l'Unité de Virologie et Immunologie Moléculaires de l'INRA. L'occasion pour elle de découvrir et de comprendre le très complexe système immunitaire à travers des recherches visant à utiliser la nucléoprotéine du virus respiratoire syncytial, responsable des bronchiolites du nourrisson, purifiée sous forme d'anneaux, comme supports pour des antigènes provenant d'autres virus respiratoires dans la perspective de développer de nouveaux vaccins. « Un très beau travail », comme elle le qualifie.

En janvier dernier, Mariam Raliou a entamé un troisième post-doctorat dans l'équipe DECCOM (Développement du Conceptus et Communication avec l'Organisme Maternel), avec le docteur Olivier Sandra, toujours de l'INRA de Jouy-en-Josas. « Il s'agit d'un programme européen, en collaboration avec deux partenaires allemands, deux anglais et l'industriel américain Pfizer. Notre objectif est de développer des diagnostics, à partir d'une signature génétique, qui permettront de déterminer si une vache peut mener ou non une gestation à terme », résume-t-elle. Les maladies utérines chez les vaches laitières sont en effet à l'origine de pertes économiques significatives. Et voilà notre chercheuse nigérienne lancée dans cette nouvelle recherche pour une durée de trois ans.

► L'éducation et la santé, clés du développement d'un pays

Entre temps, Mariam Raliou a présenté sa candidature à un poste de « Chargé de recherche » à l'INRA qui pourrait lui permettre de revenir aux récepteurs olfactifs. Mais au-delà, son envie de retourner au Niger est toujours aussi forte. On se dit qu'avec un curriculum vitae aussi solide, elle devrait sans nul doute y décrocher un poste. Imaginez qu'elle est la seule femme de sa région à avoir obtenu une thèse de doctorat. Oui, mais la réalité est tout autre. « Faute de budget, la recherche est quasiment inexistante au Niger. Or si je retourne dans mon pays, on ne me pro-

posera qu'un poste d'enseignant, et encore », indique-t-elle. Elle constate avec regret que la recherche n'est pas une priorité des gouvernants du Niger, tout comme elle ne l'est pas dans de nombreux pays du continent africain. Plus généralement, elle estime qu'il faudrait commencer par prendre le problème à la base. « L'éducation et la santé sont les clés du développement d'un pays. Or aujourd'hui, elles ne font toujours pas partie des priorités de nombreux chefs d'Etat africains plus préoccupés de leur propre image que des problèmes fondamentaux des peuples africains », souligne-t-elle.



Mariam Raliou dans son laboratoire au centre INRA de Jouy-en-Josas © M. R.

Certes, la jeunesse de la population du continent africain pourrait représenter un atout, mais encore faudrait-il l'éduquer. « Pour prendre la relève politique des gouvernants actuels, il faut des hommes et des femmes porteurs d'idées neuves qui soient capables de les mettre en application. Or pour y arriver, il est également nécessaire que la population soit éduquée, en bonne santé, et apte à prendre son destin en main », déclare-t-elle, persuadée que cela passe inévitablement par l'application d'une dynamique éducative très forte durant au moins 25 ans. La solution viendra-t-elle de la diaspora comme certains semblent le croire ? « Je vis en France et je fais partie de cette diaspora. Or quand je retourne dans mon pays, je me trouve confrontée aussitôt

aux difficultés que connaissent la plupart des pays d'Afrique. Je suis meurtrie quand je vois dans les villes du Niger des jeunes qui ont une maîtrise et passent leur journée devant les maisons à boire du thé, faute de travail », se désole cette femme.

Face à cette situation, la chercheuse sait qu'elle ne pourra jamais espérer faire la même recherche qu'elle mène aujourd'hui en France faute des moyens techniques et financiers nécessaires. Mais il est vrai que les priorités en matière de recherche ne sont pas les mêmes en Afrique, parce que sans doute plus en phase avec les problèmes auxquels ce continent est confronté au quotidien. Aussi la citoyenne qu'est Mariam Raliou pourrait être amenée à terme à retourner au Niger pour l'aider dans un autre domaine que celui de la recherche. « Réfléchir sur l'éducation et le système éducatif à mettre en place pour que les générations futures puissent accéder à un autre avenir que celui qu'on leur promet aujourd'hui. Mais là encore, il faut que l'Etat nigérien ait la volonté de faire avancer les choses en optant pour certaines idées qu'il devra ensuite transformer en actes », conclut-elle. Régler les graves problèmes de gouvernances auxquels la plupart des 54 pays du continent africain reste confronté aujourd'hui n'est-il pas le préalable à l'émergence de véritables progrès ? ■

Jean-François Desessard,
Journaliste scientifique

Contact : Mariam Raliou
Courriel : mariam.raliou@jouy.inra.fr

(Suite de la page 9)

phie ou en pédologie) à des approches plus compréhensives des milieux et des sociétés du Sud. Comme un méga-navire toutefois, la recherche demande du temps pour changer de cap. Malgré un investissement personnel imposant, il n'a de son propre aveu, ni fait reculer l'individualisme scientifique, ni permis de monter de véritables équipes interdisciplinaires (insuffisance de responsables légitimes en interne), ni normé avec une force suffisante le partenariat. Il avait affaire à un contexte international privilégiant la publication de rang A à l'anglo-saxonne que gêne considérablement l'encadrement rapproché de thésards africains ! En Afrique même, la guerre civile au Congo et l'affirmation nationale en Côte-d'Ivoire l'obligèrent à solder deux (très grosses) implantations, Adiopodoumé et Brazzaville. Sans doute pour le bien de l'ORSTOM empêtré dans une gestion non partagée en Côte-d'Ivoire !

La deuxième affaire d'importance pour l'économiste qu'il était fut la création à marche forcée d'une équipe de macroéconomie en ces temps d'ajustement structurel, DIAL. Cette équipe devait fournir une analyse alternative au consensus de Washington tout en bénéficiant de l'approche terrain de l'ORSTOM. Il est difficile de dire aujourd'hui si ces objectifs ont été atteints. La récente mise sur orbite dans la lutte contre la pauvreté d'Esther Duflo via le MIT américain et le Collège de France qui reprend certaines idées-forces de l'école économique et géographique de l'ORSTOM, notamment de son ami Philippe Couty, interpelle sur la poursuite de ce type de travaux et leur diffusion dans une maison si discrète.

Ecrit dans un style clair et efficace, ce livre sera lu par ceux qui ont suivi le parcours de Gérard Winter pour en comprendre les choix et repenser un moment important de la coopération française. Il le sera aussi par tous ceux qui veulent évaluer comment un grand serviteur de l'Etat a pu traduire en objectifs concrets la recherche pour le développement à la française que le grand ministre de la recherche Hubert Curien estimait « funambulesque ». ■

Georges Courade

A la recherche du développement : un fonctionnaire au service d'une passion, Gérard Winter, éditions Karthala 2010, 285 pp.



Abonnement à *La Lettre de la CADE*:

Nom Prénom.....
Adresse
Code postal Ville
Courriel

Abonnement seul : 40 €, - étudiants : 8 €, - entreprises, collectivités locales : 200 €. Adhésion individuelle à l'Association, comprenant l'abonnement : 55 €
Paiement par chèque à l'ordre de la CADE.



Agenda de la CADE Rencontres-débats



A l'ENA - amphithéâtre PARODI - 17h45 à 19h45

• **Mercredi 6 avril 2011** : « **Femmes et écriture** », avec **Catherine Coquery-Vidrovitch**, historienne, professeur émérite Université Paris 7, fondatrice du laboratoire de recherches comparées « Tiers-Monde » devenu SEDET ; **Sophie Ekoué**, journaliste, animatrice de l'émission *Littérature sans frontières* à RFI ; **Elizabeth Moundo**, psychopathe/anthropologue, écrivain, directrice au Département Afrique à l'UNESCO.

• **Mercredi 11 mai 2011** : un après-midi de tables rondes « **Comment bâtir des entreprises de croissance et championnes en Afrique ?** » de 14h à 18h30

• **Mercredi 15 juin 2011**: « **L'écriture de l'Histoire** »

Inscription conseillée à travers le formulaire d'inscription du site de la CADE : <http://www.afrique-demain.org>

« **L'Afrique en mouvement** »

Prochaine conférence à l'Université du Havre à 18 heures, amphi n° 6



• **Judi 12 mai 2011** : « **Le poids de l'épisode colonial dans la construction de l'Afrique de demain** », par **Abel Kouvouama**, écrivain.

Partenariat avec le **CRDP de Rouen** et l'**Université du Havre**

Vous pouvez télécharger les fiches pédagogiques et les conférences données à l'Université du Havre dans le cadre « **L'Afrique en mouvement** » sur les sites ci-dessous :

CDRP de Haute-Normandie : <http://crdp.ac-rouen.fr/crdp76/>

CDDP de Seine-Maritime : <http://cddp76.ac-rouen.fr/>

CADE : <http://www.afrique-demain.org>

Coordination pour l'Afrique de Demain (CADE)

Association Loi 1901

Président : Jean-Loïc Baudet

Président d'honneur : Michel Levallois

Vice-présidents : Raymond Césaire, Georges Courade,
Xavier de Franssu - Secrétaire générale : Claudie Lasserre
Trésorier : Philippe Mathieu

La Lettre de la CADE

Directeur de publication : Jean-Loïc Baudet

Comité de rédaction : Raymond Césaire, Michel Levallois,
Philippe Mathieu, Jean Roch, Denyse de Saivre,
Henri Senghor, Jean Brice Simonin.

Mise en page et maquette : Sara Valdés Desessard
Crédits photos RD : J. B. Simonin

La CADE : 5 rue des Immeubles Industriels 75011 Paris, FR.

Tél.: 01 43 48 14 67 / Fax : 01 44 93 87 50

Courriel : cade@afrique-demain.org

Site : www.afrique-demain.org

Dépôt légal à parution. Numéro ISSN : 1290581X

Copyright :

Le contenu de *La Lettre* est libre de droits pour des usages non commerciaux, à la condition de citer la source (CADE) et de ne pas modifier le texte.